

**ARRÊTÉ
accordant un permis de démolir
au nom de l'État**

**PERMIS DE DÉMOLIR
N° 080 021 24 A0073**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.410-1, L.111-4-2°, R.422-2, R.410-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'intérieur et des Outre-mer du 12 juin 2024 portant nomination de Monsieur Xavier ROUSSET, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, de classe normale, directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Xavier ROUSSET en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu la demande de permis de démolir présentée le 30 septembre 2024 par le Rectorat de l'académie de Lille, représenté par Monsieur Michel DAUMIN demeurant 144 rue de Bavay BP 709, Lille (59000) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la démolition totale des bâtiments P1 et P3 ;
- sur un terrain situé 33 rue Saint-Leu, à Amiens (80000) ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 juin 2006 et modifié les 27 septembre 2007, 25 septembre 2008, 15 octobre 2009, 9 décembre 2010, 8 décembre 2011, 20 septembre 2012, 15 mars 2012, 24 mai 2012, 7 février 2013, 13 février 2014, 28 janvier 2016, 15 septembre 2016, 29 juin 2017, 12 avril 2018, 25 novembre 2019 et 16 septembre 2021 ;

Vu le plan de prévention des risques naturels de la vallée de la Somme et de ses affluents approuvé le 2 août 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire d'Amiens en date du 22 octobre 2024 ;

Vu l'accord de l'architecte des bâtiments de France en date du 12 novembre 2024 ;

Vu l'avis de dépôt de la demande susvisée, affiché en mairie en date du 30 septembre 2024 ;

Considérant que le projet est situé dans le périmètre de monuments historiques ;

ARRÊTE

Article 1er. –

Le permis de démolir est ACCORDÉ.

Article 2. –

Le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme et le maire d'Amiens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le 29 novembre 2024
Pour le préfet et par délégation



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État.
Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).